

Source : <https://reporterre.net/One-Planet-Summit-belle-operation-de-com-peu-de-contenu>

Téléchargement 13 12 2017

# One Planet Summit : belle opération de com', peu de contenu

13 décembre 2017 / [Emilie Massemin \(Reporterre\)](#)



L'enjeu était de taille : redynamiser l'Accord de Paris en dégagant des financements publics supplémentaires pour les pays en développement. Las, les Etats se sont contentés de rappeler leurs promesses passées sans s'engager davantage. Seuls Axa et la Banque mondiale ont joué le jeu des nouvelles annonces.

Si le « *One Planet Summit* » s'est achevé avec plus d'une heure de retard, mardi 12 décembre vers 20 h 30, ce n'est certainement pas à cause d'une multiplication d'annonces fracassantes. L'objectif de ce sommet international sur le climat, organisé par la France en partenariat avec la Banque mondiale et l'Organisation des Nations unies (ONU), était de convoquer de nouveaux financements publics et privés pour l'aide au développement et la transition énergétique, au détriment des énergies fossiles. Mais après une journée de travail qui a mobilisé quelque 4.000 visiteurs dont une dizaine de chefs d'Etat, à la Seine musicale à Boulogne-Billancourt (Hauts-de-Seine), les résultats n'étaient pas au rendez-vous.

Deux annonces sont quand même sorties du lot. La première émane d'Axa, le groupe français spécialisé dans l'assurance, qui a promis dans le cadre du premier panel de discussion « *Verdir la finance en faveur d'une économie durable* » de désinvestir 2,4 milliards d'euros supplémentaires du charbon, en retirant ses actifs des entreprises qui tirent plus de 30 % de leur chiffre d'affaires de ce combustible ultra-polluant. Jusqu'à présent, l'assureur s'était contenté du seuil de 50 % du chiffre d'affaires, ce qui ne lui avait permis de désinvestir que 500 millions d'euros. Le PDG Thomas Buberl a également indiqué que le groupe allait abandonner ses soutiens au pétrole issus de sables bitumineux. « *En 2015, nous nous étions engagés à investir 3 milliards d'euros dans les*

*investissements verts d'ici 2020, nous avons déjà atteint cet objectif. Nous décidons maintenant d'augmenter cet objectif à 20 milliards d'euros d'ici 2020 », a enfin promis M. Buberl.*

La Banque mondiale a pour sa part fait la promesse très remarquée de cesser de financer le pétrole et le gaz après 2019 – même si elle se réserve la possibilité de continuer à financer des projets gaziers dans les pays les plus pauvres, à condition qu'ils soient compatibles avec l'Accord de Paris. En 2016, les financements de la Banque mondiale vers l'industrie pétrolière et gazière ont représenté environ 1,6 milliard de dollars, soit moins de 5 % de la totalité des financements accordés la même année, [rappelle le site d'information Actu-Environnement](#). L'organisation financière s'est également engagée à calculer les émissions de gaz à effet de serre des projets qu'elle finance, à partir de 2018 et tous les ans ensuite.

### « Davantage un plan de communication qu'une réelle mobilisation »



*« Ce sont les deux seules choses intéressantes, soupire [Alexandre Naulot](#), chargé de plaider Taxe sur les transactions financières à Oxfam France. On a l'impression que les Etats se sont cachés derrière la finance privée. Il existe un réel décalage entre la réalité du changement climatique – l'intensification des ouragans sur les Caraïbes, les sécheresses dans la corne de l'Afrique, les inondations en Asie du Sud-Est – et ce sommet qui était davantage un plan de communication qu'une réelle mobilisation. »*

Certes, Emmanuel Macron a annoncé la mobilisation de 1,5 milliard d'euros d'ici 2022 pour l'adaptation au changement climatique - soit une augmentation de 300 millions par rapport à l'engagement déjà pris lors de la COP21. Mais Armelle Le Comte, responsable du plaidoyer Climat et énergie à Oxfam France, ne cache pas sa déception : *« Nous attendions de la France qu'elle double ses financements pour l'adaptation au changement climatique pour atteindre 2,4 milliards d'euros par an d'ici 2022. Nous ne cachons pas notre déception face à une annonce insuffisante qui ne prend pas au sérieux les impacts croissants du changement climatique sur les populations les plus pauvres. Cette annonce ne change pas radicalement la tendance : en 2020, la France consacra à peine un tiers de ses financements climat à l'adaptation, alors même que l'Accord de Paris vise un équilibre entre réduction des émissions et adaptation. »*

Alexandre Naulot, chargé de plaider n'a pas non plus goûté l'engagement du président de la

République d'appuyer une taxe sur les transactions (TTF) financières « à la française » au niveau européen. *« La TTF en discussion au niveau européen, qui intégrait dans son périmètre les produits dérivés, aurait permis de lever 22 milliards d'euros par an. La taxe défendue par Macron, en excluant ces produits dérivés, ne permettrait de lever au mieux que 4 milliards d'euros, peste-t-il. Tout ça parce que la France, qui spéculé énormément sur les produits dérivés, protège ses intérêts et cherche à attirer les flux financiers en provenance de Grande-Bretagne et des Etats-Unis. »*

### **Pourtant, 300 milliards de dollars annuels de besoins de financement dès 2030**

Les autres dirigeants n'ont pas vraiment relevé le niveau. Le Premier ministre du Danemark a indiqué la création d'une Coalition d'investissement dans les énergies propres. Le président égyptien a promis 500 millions d'euros de financement pour le développement national des énergies renouvelables. Le président du Mexique a répété – il l'avait déjà annoncée – une déclaration sur le prix du carbone intégrant le Canada, la Colombie, le Chili, le Pérou, l'Etat de Washigton, l'Ontario, Québec et la Californie (mais sans précision sur le prix de la tonne de carbone, alors qu'il doit être fixé à minimum 40 dollars pour être efficace). La Chine a elle aussi annoncé la mise en œuvre, dans les prochains jours, d'un système national d'échange de quotas de carbone. Un inventaire à la Prévert de mesures disparates, bien loin des attentes très fortes des pays en développement. *« Les besoins financiers pour l'adaptation seront de 300 milliards de dollars par an en 2030 »,* a rappelé le Premier ministre du Bangladesh.

Plusieurs personnalités américaines avaient fait le déplacement pour signifier leur attachement à l'Accord de Paris, en dépit du retrait des Etats-Unis annoncé en juin dernier. *« Ne vous inquiétez pas trop du retrait de Trump parce que les Etats et les villes ont beaucoup de pouvoir. Trump s'est retiré lui-même de l'accord de Paris, pas les Etats-Unis. Il est coincé dans le passé, et nous marchons vers l'avenir »,* a assuré le gouverneur de Californie Arnold Schwarzenegger. Bill Gates en a profité pour annoncer qu'il consacrerait 315 millions de dollars pour soutenir la recherche en agriculture en Afrique, notamment pour des semences résistantes à la chaleur, aux sécheresses et aux ravageurs – l'histoire ne dit pas s'il s'agira d'OGM (organismes génétiquement modifiés).

D'un inaltérable enthousiasme, Emmanuel Macron s'est montré satisfait de son sommet. Il l'a conclu en énumérant douze mesures internationales pour la protection du climat. *« Je souhaite que chaque année nous nous retrouvions sous ce format. Nous avons besoin chaque année d'avoir une réunion de chantier »,* a-t-il martelé, avant de poser les pouces en l'air avec un des 180 enfants convoqués pour l'exercice de la « photo de famille ». *« Merci d'avoir décidé collectivement de refuser le fatalisme, et de gagner cette bataille collectivement, avec détermination et avec force, en prenant des engagements et en les tenant ! »*



**Les douze engagements internationaux du « One Planet Summit »**

